

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 3396

[C — 2003/03448]

27 AOUT 2003. — Arrêté ministériel relatif à l'émission du Bon d'Etat à 5 ans - 4 septembre 2003-2008 et du Bon d'Etat à 8 ans - 4 septembre 2003-2011

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 2000 relatif à l'émission des Bons d'Etat, notamment les articles 1, 4, 6 et 10, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 2002 et 18 février 2003;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 2003 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 2003, l'émission des emprunts dénommés "Obligations linéaires", et l'émission des emprunts dénommés "Bons d'Etat", notamment l'article 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000 relatif à l'émission des Bons d'Etat modifié par l'arrêté ministériel du 21 mai 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est émis deux emprunts dénommés respectivement : "Bon d'Etat à 5 ans" et "Bon d'Etat à 8 ans".

Art. 2. Le bon d'Etat à 5 ans - 4 septembre 2003-2008 porte intérêt au taux de 3,20 p.c. l'an du 4 septembre 2003 au 3 septembre 2008.

Art. 3. Le bon d'Etat à 8 ans - 4 septembre 2003-2011 porte intérêt au taux de 3,70 p.c. l'an du 4 septembre 2003 au 3 septembre 2011.

Art. 4. La souscription publique à ces deux Bons d'Etat telle que visée à l'article 12 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, est ouverte le 26 août 2003; elle est close le 3 septembre 2003. La date de paiement est fixée au 4 septembre 2003. Le paiement est effectué intégralement en espèces.

Art. 5. Le prix d'émission du Bon d'Etat à 5 ans - 4 septembre 2003-2008 est fixé au pair de la valeur nominale.

Le prix d'émission du bon d'Etat à 8 ans - 4 septembre 2003-2011 est fixé au pair de la valeur nominale.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 26 août 2003.

Bruxelles, le 27 août 2003.

D. REYNDEERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 3396

[C — 2003/03448]

27 AUGUSTUS 2003. — Ministerieel besluit betreffende de uitgifte van de Staatsbon op 5 jaar - 4 september 2003-2008 en de Staatsbon op 8 jaar - 4 september 2003-2011

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 2000 betreffende de uitgifte van de Staatsbons, inzonderheid de artikelen 1, 4, 6 en 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 2002 en 18 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 2003 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting in 2003, van de uitgifte van de leningen genaamd "Lineaire obligaties" en van de uitgifte van de leningen genaamd "Staatsbons", inzonderheid het artikel 1, 2°;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 2000 betreffende de uitgifte van Staatsbons gewijzigd bij de ministerieel besluit van 21 mei 2003,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt overgegaan tot de uitgifte van twee leningen respectievelijk genaamd : "Staatsbon op 5 jaar" en "Staatsbon op 8 jaar".

Art. 2. De Staatsbon op 5 jaar - 4 september 2003-2008 rent 3,20 pct. 's jaars vanaf 4 september 2003 tot 3 september 2008.

Art. 3. De Staatsbon op 8 jaar - 4 september 2003-2011 rent 3,70 pct. 's jaars vanaf 4 september 2003 tot 3 september 2011.

Art. 4. De openbare inschrijving op deze twee Staatsbons zoals bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000, wordt opengesteld op 26 augustus 2003; zij wordt afgesloten op 3 september 2003. De datum van betaling is vastgesteld op 4 september 2003. De betaling is volledig in specien.

Art. 5. De uitgifteprijs van de Staatsbon op 5 jaar - 4 september 2003-2008 is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

De uitgifteprijs van de Staatsbon op 8 jaar - 4 september 2003-2011 is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 augustus 2003.

Brussel, 27 augustus 2003.

D. REYNDEERS

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 3397

[S — C — 2003/072512]

20 AOUT 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, notamment les articles 38, et 39, modifié par les lois du 20 mai 1994 et du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, notamment les articles 15, modifié par les arrêtés royaux du 20 septembre 1966, du 27 mai 1975, du 9 février 1988, du 13 janvier 2003 et du 27 mars 2003, 16, modifié par les arrêtés royaux du 16 décembre 1999, du 13 janvier 2003 et du 27 mars 2003, 17, modifié par les arrêtés royaux du 27 mai 1975, du 13 janvier 2003 et du 27 mars 2003, 49, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 2003, 50, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 2003, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, et 109, modifié par les arrêtés royaux du 27 mai 1975, du 9 février 1988 et du 6 février 1990;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 3397

[S — C — 2003/072512]

20 AUGUSTUS 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 38, en 39, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1994 en van 22 maart 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 september 1966, van 27 mei 1975, van 9 februari 1988, van 13 januari 2003 en van 27 maart 2003, 16, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1999, van 13 januari 2003 en van 27 maart 2003, 17, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1975, van 13 januari 2003 en van 27 maart 2003, 49, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003, 50, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, en 109, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1975, van 9 februari 1988 en van 6 februari 1990;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 29 avril 2003;

Vu l'avis n° 35.487/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 juillet 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 15 de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, modifié par les arrêtés royaux du 20 septembre 1966, du 27 mai 1975, du 9 février 1988, du 13 janvier 2003 et du 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots "aux épreuves et" sont supprimés;

2° le § 1^{er bis} est abrogé;

3° dans le § 2, les mots ", aux épreuves dont question au § 1^{er bis} ci-dessus" sont supprimés;

4° dans le § 2bis, alinéa 1^{er}, les mots ", aux épreuves visées au § 1^{er bis}" sont supprimés;

5° le § 2ter est remplacé par la disposition suivante :

« § 2ter. Le Ministre de la Défense statue, après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques, sur les demandes d'ajournement de la participation à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major ou à l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef. Toutefois, l'ajournement est toujours accordé lorsque la demande émane d'un sous-officier qui, depuis deux ans au plus, a été transféré en application des articles 5 ou 7 de la loi du 27 décembre 1961.

Le nombre d'ajournements qui peuvent être accordés pour l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major ainsi que pour l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef est limité, pour chacune de ces épreuves, à deux. Les sous-officiers ajournés en application du § 2bis peuvent toutefois bénéficier, pour chacune de ces épreuves, de deux ajournements supplémentaires pour d'autres motifs.

Les candidats qui, ayant été ajournés à deux reprises, ne se sont pas présentés à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major ou à l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef, sont considérés comme ayant échoué. » ;

6° dans le § 3, les mots ", aux épreuves dont question au § 1^{er bis} et" sont remplacés par le mot le "ou".

Art. 2. L'article 16 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 16 décembre 1999, du 13 janvier 2003 et du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1^{er}. L'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major est une épreuve de maîtrise destinée à établir si le candidat dispose des compétences, aptitudes et attitudes requises pour l'exercice de toutes les tâches spécifiques à sa fonction de base de sous-officier d'élite ainsi que pour l'exercice des responsabilités inhérentes aux grades de sous-officier d'élite.

§ 2. Le Ministre de la Défense arrête le programme de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major. Ce programme peut varier au sein d'un même corps, d'une spécialité et, éventuellement, au sein d'un même emploi en raison de la formation différente qu'ont reçue les sous-officiers qui en font partie ou des fonctions différentes qu'ils doivent exercer.

Le Ministre de la Défense détermine les modalités de l'organisation de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, et fixe les cotes exigées. Il peut la faire précéder de cours ou stages de préparation, et en rendre la fréquentation obligatoire.

Le directeur général human resources ou l'autorité qu'il désigne, dispense de suivre certains cours ou stages et de présenter les examens y afférents, aux conditions que le Ministre de la Défense détermine. »

Art. 3. L'article 17 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 27 mai 1975, du 13 janvier 2003 et du 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. L'examen de qualification au grade d'adjudant-chef est un examen destiné à établir si le candidat dispose des compétences, aptitudes et attitudes requises pour l'exercice des tâches spécifiques aux fonctions de sous-officier supérieur ainsi que pour l'exercice des responsabilités inhérentes aux grades de sous-officier supérieur.

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 29 april 2003;

Gelet op het advies nr. 35.487/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juli 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 15 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 september 1966, van 27 mei 1975, van 9 februari 1988, van 13 januari 2003 en van 27 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, vervallen de woorden "de examens en";

2° paragraaf 1bis wordt opgeheven;

3° in § 2, vervallen de woorden ", aan de examens waarvan sprake in § 1bis hierboven";

4° in § 2bis, eerste lid, vervallen de woorden ", aan de examens bedoeld in paragraaf 1bis";

5° paragraaf 2ter wordt vervangen als volgt :

« § 2ter. Na het advies van de hiërarchische meerderen te hebben ingewonnen, neemt de Minister van Landsverdediging een beslissing omtrent de aanvragen om uitstel van deelname aan het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor of aan het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef. Het uitstel wordt evenwel steeds verleend wanneer de aanvraag wordt gedaan door een onderofficier die sedert ten hoogste twee jaar overgeplaatst is met toepassing van de artikelen 5 of 7 van de wet van 27 december 1961.

Voor het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor en voor het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef kan, voor elk van deze examens, slechts tweemaal uitstel worden verleend. De onderofficieren die uitstel hebben gekregen met toepassing van § 2bis, kunnen evenwel, voor elk van deze examens, om andere redenen twee bijkomende uitstellen krijgen.

De kandidaten die, na tweemaal uitstel te hebben gekregen, zich niet hebben aangemeld voor het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor of voor het kwalificatieexamen voor de graad van adjudant-chef, worden geacht niet te zijn geslaagd. » ;

6° in § 3, worden de woorden ", voor de examens waarvan sprake in § 1bis en" vervangen door het woord "of".

Art. 2. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1999, van 13 januari 2003 en van 27 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. § 1. Het examen van overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor is een meesterproef waaruit moet blijken of de kandidaat over de nodige competenties, vaardigheden en attitudes beschikt om alle taken te kunnen uitvoeren eigen aan zijn basisfunctie van keuronderofficier en om de verantwoordelijkheden verbonden aan de graden van keuronderofficier te dragen.

§ 2. De Minister van Landsverdediging legt het programma van het examen van overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor vast. Dit programma kan veranderen in de schoot van eenzelfde corps, eenzelfde specialiteit en eventueel binnen eenzelfde ambt ter wille van de verschillende opleiding die de daarvan deel uitmakende onderofficieren hebben ontvangen of van de verschillende functies die zij dienen uit te oefenen.

De Minister van Landsverdediging legt de nadere regels voor de organisatie van het examen van overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor vast en bepaalt de vereiste cijfers. Hij kan het doen voorafgaan door voorbereidende cursussen of stages en het volgen ervan verplichtend maken.

De directeur-generaal human resources of de door hem aangewezen overheid, verleent vrijstelling van het volgen van bepaalde cursussen of stages en van het afleggen van de eraan verbonden examens, onder de voorwaarden die de Minister van Landsverdediging bepaalt. »

Art. 3. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1975, van 13 januari 2003 en van 27 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. § 1. Het kwalificatie-examen voor de benoeming in de graad van adjudant-chef is een examen waaruit moet blijken of de kandidaat over de nodige competenties, vaardigheden en attitudes beschikt om de taken te kunnen uitvoeren eigen aan de functies van hoofdonderofficier en om de verantwoordelijkheden verbonden aan de graden van hoofdonderofficier te kunnen dragen.

§ 2. Le candidat présente l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef devant un jury composé d'un président et de quatre autres membres désignés par le directeur général human resources.

Le président est un officier supérieur, les autres membres sont revêtus du grade de capitaine au moins.

Chaque partie écrite de l'examen doit être corrigée par deux membres du jury au moins.

La partie orale de l'examen doit être présentée par le candidat devant trois membres du jury au moins parmi lesquels se trouve au moins un membre ayant corrigé la partie écrite sur laquelle porte la partie orale.

Deux sous-officiers supérieurs de régime linguistique différent désignés par le directeur général human resources assistent le jury en qualité de conseillers. Ces conseillers participent à la partie orale de l'examen, sans pouvoir interroger les candidats, et à la délibération lors de laquelle ils disposent, pour les candidats de leur régime linguistique respectif, d'une voix consultative.

La cote obtenue par le candidat pour une partie de l'examen est la moyenne arithmétique des points attribués à ce candidat par les membres du jury ayant soit corrigé soit assisté à cette partie de l'examen.

§ 3. Le Ministre de la Défense arrête le programme de l'examen de qualification. Ce programme peut, le cas échéant, varier par corps ou au sein d'un même corps, en raison de la formation différente qu'ont reçue les sous-officiers qui en font partie ou des fonctions différentes qu'ils doivent exercer.

Le Ministre de la Défense détermine les modalités de l'organisation de l'examen de qualification, et fixe les cotes exigées. Il peut le faire précéder de cours ou stages de préparation, et en rendre la fréquentation obligatoire.

Le directeur général human resources ou l'autorité qu'il désigne, dispense de suivre certains cours ou stages et de présenter les examens y afférents, aux conditions que le Ministre de la Défense détermine. »

Art. 4. Dans l'article 49 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 2003, les mots ", le cas échéant la spécialité," sont insérés entre les mots "le corps" et "dont il".

Art. 5. Dans l'article 50 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 2003, les mots "ou éventuellement, au sein de cet emploi," sont insérés entre les mots "cette spécialité" et "pour l'accession".

Art. 6. L'article 101 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 101. Par mesure transitoire, le sous-officier qui est toujours candidat à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major et ayant déjà bénéficié, avant le 1^{er} septembre 2003, d'un ou plusieurs ajournements pour cette épreuve, ou ne s'étant pas présenté à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, peut encore bénéficier de deux ajournements pour cette épreuve.

Dans le cas où ce sous-officier aurait été ajourné en application de l'article 15, § 2bis, il peut toutefois bénéficier de deux ajournements pour d'autres causes. »

Art. 7. Sont abrogés dans le même arrêté :

1° les articles 102 à 108;

2° l'article 109, modifié par les arrêtés royaux du 27 mai 1975, du 9 février 1988 et du 6 février 1990.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2003.

Art. 9. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 août 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

§ 2. De kandidaat legt het kwalificatie-examen voor de benoeming in de graad van adjudant-chef af voor een examencommissie samengesteld uit een voorzitter en vier andere leden aangewezen door de directeur-generaal human resources.

De voorzitter is een hoofdofficier, de andere leden zijn tenminste bekleed met de graad van kapitein.

Elk schriftelijk gedeelte van het examen moet door ten minste twee leden van de examencommissie worden gecorrigeerd.

Het mondeling gedeelte van het examen moet door de kandidaat worden afgelegd voor ten minste drie leden van de examencommissie met ten minste één lid dat het schriftelijk gedeelte, waarop het mondeling gedeelte betrekking heeft, gecorrigeerd heeft.

Twee hoofdonderofficieren van een verschillend taalsysteem aangewezen door de directeur-generaal human resources staan de examencommissie bij als raadgevers. Die raadgevers nemen deel aan het mondeling gedeelte van het examen, zonder vragen te mogen stellen aan de kandidaten, en aan de deliberatie tijdens dewelke zij, voor de kandidaten van hun respectievelijk taalsysteem, over een adviserende stem beschikken.

De cijfer behaald door de kandidaat voor een gedeelte van het examen is de rekenkundig gemiddelde van de punten die aan deze kandidaat werden gegeven door de leden van de examencommissie die dit gedeelte van het examen hebben ofwel gecorrigeerd ofwel bijgewoond.

§ 3. De Minister van Landsverdediging legt het programma van het kwalificatie-examen vast. Dit programma kan, in voorkomend geval, veranderen per corps of in de schoot van eenzelfde corps, ter wille van de verschillende opleiding die de daarvan deel uitmakende onderofficieren hebben ontvangen of van de verschillende functies die zij dienen uit te oefenen.

De Minister van Landsverdediging legt de nadere regels voor de organisatie van het kwalificatie-examen vast en bepaalt de vereiste cijfers. Hij kan het doen voorafgaan door voorbereidende cursussen of stages en het volgen ervan verplichtend maken.

De directeur-generaal human resources of de door hem aangewezen overheid, verleent vrijstelling van het volgen van bepaalde cursussen of stages en van het afleggen van de eraan verbonden examens, onder de voorwaarden die de Minister van Landsverdediging bepaalt. »

Art. 4. In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003, worden de woorden ", in voorkomend geval de specialiteit," ingevoegd tussen de woorden "het corps" en de woorden "waaruit hij".

Art. 5. In artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003, worden de woorden "of eventueel, binnen dat ambt," ingevoegd tussen de woorden "die specialiteit" en de woorden "is voorgeschreven".

Art. 6. Artikel 101 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Art. 101. Bij overgangsmaatregel kan de onderofficier die nog steeds kandidaat is voor het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor en die reeds, vóór 1 september 2003, één of meerdere uitstellen heeft gekregen voor dit examen, of die zich niet heeft aangemeld voor het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor, nog over twee uitstellen beschikken voor dit examen.

Indien deze onderofficier uitstel heeft gekregen met toepassing van artikel 15, § 2bis, kan hij evenwel tweemaal uitstel krijgen om andere redenen. »

Art. 7. Worden opgeheven in hetzelfde besluit :

1° de artikelen 102 tot 108;

2° artikel 109, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1975, van 9 februari 1988 en van 6 februari 1990.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2003.

Art. 9. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 augustus 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT